

## A PROPOS DE LA NOTION DE L'ADEQUATION FORMATION –EMPLOI ET L'EMPLOYABILITE

L'adéquation formation emploi est la correspondance entre les contenus d'une formation donnée et un emploi. Le mythe de l'adéquation formation emploi consiste à imaginer tout titulaire d'une formation donnée occupant dès sa sortie du système scolaire un emploi correspondant exactement à la formation reçue. La réalité de cette théorie est différente. La correspondance terme à terme entre les diplômés sortis du système éducatif d'un côté et les postes de travail existant de l'autre est une vue d'esprit.

Aujourd'hui face à l'évolution rapide de l'emploi on ne peut plus former à l'emploi. Il s'agit maintenant de formation à l'employabilité. Un concept beaucoup plus souple et plus réaliste car la vocation du système de formation n'est pas de créer l'emploi mais de donner des profils d'emploi.

L'employabilité peut se définir donc comme l'obligation faite à tout individu de se maintenir dans la course à l'emploi : ne plus se limiter à l'acquisition du savoir, développer une attitude de la constante veille pour pouvoir évoluer ou se repositionner enfin passer de l'orientation scolaire à l'orientation professionnelle qui ne connaît pas de fin.

## V – LES ASPECTS SOCIO-ECONOMIQUES DE LA PAUVRETE

### *1 – Les perceptions de la pauvreté*

La pauvreté est un concept multi dimensionnel et complexe.

Sa définition revêt trois aspects :

Monétaire et financier, accessibilité et psychosociologique et accessibilité.

\* Au plan monétaire et financier

Elle est perçue par la population comme étant l'état d'une personne ou d'une collectivité qui ne dispose pas de ressources suffisantes pour satisfaire ses besoins

primaires et vitaux. Le niveau de satisfaction de ces besoins varie en fonction des milieux, de mode de vie et des normes ou valeurs sociales admises.

\* Au niveau de l'accessibilité

La pauvreté est une incapacité où un manque d'accès de l'individu aux biens et services sociaux de base (la santé, éducation, emploi, eau potable, assainissement, électricité, pistes villageoises).

\* Psychosociologie

Elle étudie les comportements sociaux. La pauvreté est en rapport avec l'état d'esprit dû à un sentiment d'exclusion, de frustration par rapport à la famille au clan et à la communauté.

Au plan collectif une communauté peut se considérer comme pauvre parce que se sentant exclue parce qu'enclavé et doté insuffisamment en ressources naturelles, et en infrastructures socio-économiques ou en projet de développement ou encore ayant peu de ressortissants dans les emplois de la haute administration ou dans les grandes institutions.

*2- Les stratégies de lutte contre la réduction de la pauvreté.*

Il s'agit avant tout d'assainir le cadre global de l'économie qui peut susciter la mise en place d'un programme visant à assainir les finances publiques. Ce fut le cas de la Côte d'Ivoire.

- La promotion du secteur privé comme moteur de la croissance et soutien au développement rural pour la création de richesses et d'emplois.
- Il convient également d'améliorer l'accessibilité équitable et de la qualité des services sociaux de base (santé, éducation, habitat, préservation de l'environnement)
- Assurer la promotion et la participation des femmes et des jeunes à la création des richesses.
- Il faut réduire l'incidence du VIH SIDA sur la population

- Appliquer la bonne gouvernance.

Depuis quelques années, la Côte d'Ivoire a mis en place un programme de lutte contre la pauvreté. Il convient d'en relever les atouts et les faiblesses.

*a- Les forces et atouts*

La Côte d'Ivoire possède un potentiel économique et humain important.

Le sous-sol regorge des gisements encore inexploités.

L'administration publique et le secteur privé disposent d'agents et de cadres de qualité capables de concevoir, exécuter et suivre les programmes et projets économiques et sociaux.

- des infrastructures modernes de transport et de télécommunication

*b- les faiblesses*

Le poids trop important des produits primaires, ce qui fait que l'ensemble des ressources évolue au rythme de la production et de la commercialisation du binôme café cacao.

- faiblesse des investissements pour soutenir la croissance
- mauvais agencement des finances publiques
- le poids trop important de la dette constitue une contrainte majeure de la Côte d'Ivoire à telle enseigne que les investissements sont réduits
- le coût élevé des factures (eau, électricité, téléphone)
- la faible présence des nationaux dans les structures de production
- la pression démographique.

## REFLEXION SUR LA POLITIQUE DE FORMATION EN AFRIQUE

### *1- Le financement de l'Education et de la formation : le cas de la Côte d'Ivoire*

Dans presque tous les pays d'Afrique, les gouvernements ont fait du financement de l'éducation un souci majeur. Ainsi, l'enseignement absorbe-t-il une grande fraction des ressources financières nationales.

En Côte d'Ivoire près de 43 % du budget générale du fonctionnement de l'Etat (BGF) est consacré à l'Education.

Ce financement interne est appuyé par des aides bilatérales telles que la BAD, le FAD (Fond Africain de Développement) la France, l'Espagne et le Japon.

C'est l'enseignement primaire qui absorbe la plus grande part des fonds alloués à l'Education.

Il est suivi de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur.

Quant aux salaires, ils représentent une part importante du budget allouée à l'Education. Cette part de salaire a constitué sur la période de 90 à 95 plus de 85% du budget général du fonctionnement du primaire.

Par ailleurs, il faut noter que l'éducation absorbe à elle seule plus de la moitié des revenus distribuée par l'Etat sous forme de salaire.

Malgré tous ces coûts il faut reconnaître que le système éducatif ivoirien demeure peu efficace à l'instar des systèmes éducatifs des pays en voie de développement.

## *2- Les politiques en matière d'éducation/formation*

Au début des années de développement rapide de l'éducation en Afrique, un marché de la main d'œuvre en pleine évolution pouvait absorber une grosse proportion des élèves formés à tous les niveaux du système éducatif.

En fait, de nombreux pays comptaient sur leur main-d'œuvre pour se développer.

Dans cette période, le système éducatif ivoirien a bénéficié de ressources financières et matérielles considérables, ce qui a naturellement engendré des résultats probants.

Malheureusement, le mauvais agencement des politiques de planification accentuée par une croissance démographique élevée et la crise économique au milieu des années 80 a abouti à des résultats décevants.

Dans ce contexte la scolarisation devient finalement une sur scolarité qui se manifeste doublement.

D'abord le nombre d'infrastructures et le nombre d'élèves croissent chaque année alors que les débouchés restent stationnaires.

Ensuite, la comparaison du coût du système et les ressources financières et l'augmentation du nombre des sortants par rapports aux capacités d'absorption dans les secteurs modernes de l'économie (administration et entreprises) montrent clairement que les individus qui sortent du système éducatif ne peuvent avoir d'emplois.

Dans ce cas les efforts financiers s'avèrent vain et l'éducation devient mortelle pour l'Etat qui du reste doit contracter des prêts auprès des bailleurs de fonds pour financer d'autres projets de développement.

Par ailleurs, les analphabètes qui constituent une plus grande partie de la population n'ont jamais bénéficié d'une véritable politique de formation.

Enfin, le problème de langue comme moyen de communication des connaissances n'a jamais été relevé. Alors que les langues officielles qui servent de moyen d'apprentissage sont des langues étrangères. Elles coupent l'enfant de son milieu naturel et se sent en difficulté quand il est en situation d'apprentissage.

Comme on le voit, les politiques en matière d'éducation formation en Afrique se sont révélées peu efficaces tant elles ont été conduites sans planification rigoureuse et sans pragmatisme.

Alors peut-on parler de rentabilité de l'éducation ?

## A PROPOS DE LA RENTABILITE DE L'EDUCATION

Si l'on considère que l'éducation est une activité rentable c'est-à-dire une activité qui peut générer des bénéfices alors, on reste dubitatif face aux stratégies éducatives en Afrique.

D'abord, l'État qui a consenti d'énormes sommes d'argent dans la construction des infrastructures et la formation des hommes ne tire pas pratiquement grande chose de cet investissement. Tant il est vrai que les ressources humaines formées se retrouvent au chômage avec des qualifications et compétences qui auraient pu profiter au pays.

C'est aussi cette même perte qui est observée au niveau familial. Des parents investissent dans les études de leurs enfants et ne retirent rien en retour à cause du manque cruel d'emploi.

En tout état de cause, il faut arriver à faire de sorte que les produits de l'éducation puissent être reversés dans le système de production économique de sorte à rentabiliser l'investissement. C'est à ce prix qu'on dira que l'éducation en Afrique est rentable.